

Au Dh,

Saisine au fond : *Commission Education*

PROJET DE LOI N° /...DU.../.../2022 PORTANT RATIFICATION
PAR LA REPUBLIQUE DU BURUNDI DE L'ACCORD DE
COOPERATION ECONOMIQUE ET TECHNIQUE ENTRE LE
GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI ET LE
GOUVERNEMENT DES EMIRATS ARABES UNIS

PAW / 731/1/2022

EXPOSE DES MOTIFS

I. INTRODUCTION.

La République du Burundi et les Emirats Arabes Unis, entretiennent de bonnes relations d'amitié depuis longtemps. Dans le cadre du renforcement de ces relations d'amitié et de coopération entre le Burundi et les Emirats Arabes Unis, Son Excellence Monsieur Evariste NDAYISHIMIYE, Président de la République du Burundi, a effectué une visite officielle aux Emirats Arabes Unis du 08 au 12 novembre 2021 en marge de laquelle un Accord de Coopération Economique et Technique entre le Gouvernement de la République du Burundi et le Gouvernement des Emirats Arabes Unis a été signé le 10 novembre 2021, à Dubaï.

II. DU CONTENU DE L'ACCORD DE COOPERATION

Un préambule et huit (8) articles forment l'ossature de l'Accord.

A. DU PREAMBULE

Le Gouvernement de la République du Burundi représenté par le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement et le Gouvernement des Emirats Arabes Unis représenté par le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale sont conjointement dénommés : « Parties Contractantes » et séparément « la Partie Contractante ».

Désireux de développer la coopération économique et technique entre les deux pays sur base de l'égalité, de la réciprocité et du bénéfice mutuel.

Convaincus que cet Accord jettera les bases du développement de la coopération économique et technique entre les deux pays.

B. DU CORPS DU TEXTE

L'Accord susmentionné est conforme aux autres Accords en la matière.

Dans l'article 1^{er}, alinéa 1, l'accent est mis sur le développement et le renforcement de la coopération économique entre les deux pays, conformément à leur législation respective en vigueur.

L'alinéa 2, détermine les domaines de coopération des deux Parties Contractantes à savoir :

- a. Commerce des biens et services ;
- b. Investissement ;
- c. Agriculture, y compris les activités agroalimentaires, l'élevage, la pêche et l'acquisition ou la location de terres agricoles ;
- d. Energie et énergies renouvelables ;
- e. Mines et industries ;
- f. Infrastructures, construction et immobilier ;
- g. Tourisme ;
- h. Télécommunication ;
- i. Transport.

A l'alinéa 3, l'accent est mis sur le fait que les deux Parties peuvent décider de coopérer dans d'autres domaines qui leur paraissent plus avantageux, compte tenu des priorités de la politique économique des Etats Parties.

Dans la mise en œuvre de la coopération économique et technique, il est mentionné que les deux Parties encouragent les entités spécialisées et les milieux d'affaires concernés à exploiter les possibilités d'exécuter des projets dans divers domaines de la coopération économique et technique (article 1, alinéa 4).

L'Article 2 mentionne les obligations des Parties Contractantes.

L'article 3 détermine le mode de paiement et la monnaie utilisés pour les transactions conclues entre les personnes physiques et morales des deux Parties contractantes à savoir l'utilisation de tout mode de paiement international et monnaies librement convertibles largement utilisés pour ses transactions et échangés sur les principaux marchés de changes internationaux.

L'article 4 mentionne la création d'un Comité Economique Conjoint et ses missions dans le cadre de mettre en œuvre le présent Accord.

L'article 5 précise que cet Accord n'a pas aucun effet sur les traités et conventions internationaux ou régionaux auxquels les Parties Contractantes font partie.

L'article 6 précise les modalités du règlement des différends en rapport avec la mise en œuvre ou l'interprétation du présent Accord sera réglé à l'amiable par consultations ou négociations par voie diplomatique ou par consentement mutuel des Parties Contractantes.

L'article 7 précise les modalités d'amendement du présent Accord par les Parties Contractantes.

L'article 8 mentionne les modalités de l'entrée en vigueur, renouvelable et la durée de 5 ans par tacite reconduction ainsi que la résiliation de cet Accord.

C. CONCLUSION

En ratifiant cet Accord le Burundi aura mis en œuvre la politique de la diplomatie économique qui est une politique basée sur cinq piliers dont l'attrait des investissements étrangers, le transfert des technologies, la promotion du tourisme, l'industrialisation progressive du pays ainsi que le développement des infrastructures.

De ce qui précède, il est demandé au Conseil des Ministres d'approuver le Projet de Loi (voir en annexe) portant ratification de l'Accord bilatéral sur la Coopération Economique et Technique entre le Gouvernement des Emirats Arabes Unis et le Gouvernement de la République du Burundi qui lui est soumis afin qu'il soit transmis au Parlement pour adoption.

Fait à Bujumbura, le / / 2022

REPUBLIQUE DU BURUNDI



CABINET DU PRESIDENT

PROJET DE LOI N° /....DU..../..../2022 PORTANT RATIFICATION PAR LA REPUBLIQUE DU BURUNDI DE L'ACCORD DE COOPERATION ECONOMIQUE ET TECHNIQUE ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI ET LE GOUVERNEMENT DES EMIRATS ARABES UNIS.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution de la République du Burundi ;

Le Conseil des ministres ayant délibéré ;

L'Assemblée nationale et le Sénat ayant adopté ;

PROMULGUE :

Article 1 : L'Accord de coopération économique et technique entre le Gouvernement de la République du Burundi et le Gouvernement des Emirats Arabes Unis, signé le 10 novembre 2021 à Dubaï, aux Emirats Arabes Unis, est ratifié par la République du Burundi.

Article 2 : La présente loi entre en vigueur le jour de sa promulgation.

Fait à Gitega, le...../...../2022

Evariste NDAYISHIMIYE

PAR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

VU ET SCELLE DU SCEAU DE LA REPUBLIQUE,

LE MINISTRE DE LA JUSTICE

Domine BANYANKIMBONA

REPUBLIQUE DU BURUNDI



CABINET DU PRESIDENT

INSTRUMENT DE RATIFICATION PAR LA REPUBLIQUE DU BURUNDI DE
L'ACCORD BILATERAL SUR LA COOPERATION ECONOMIQUE ET
TECHNIQUE ENTRE LE GOUVERNEMENT DES EMIRATS ARABES UNIS ET LE
GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI, SIGNE LE 10
NOVEMBRE 2021 A DUBAI

Nous, Evariste NDAYISHIMIYE ;

Président de la République du Burundi ;

Ayant vu et examiné l'Accord bilatéral sur la Coopération économique et technique
entre le Gouvernement des Emirats Arabes Unis et le Gouvernement de la
République du Burundi signé le 10 novembre 2021 à Dubaï ;

L'avons approuvé et l'approuvons en toutes et chacune de ses parties en vertu de
ses dispositions conformément à la législation en vigueur au Burundi ;

Déclarons qu'il est accepté, ratifié et confirmé ;

Promettons qu'il sera intégralement et inviolablement observé.

EN FOI DE QUOI, Nous avons donné le présent Instrument de ratification revêtu du
Sceau de la République.

Fait à Gitega, le / /2022

Evariste NDAYISHIMIYE

PAR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

VU ET SCELLE DU SCEAU DE LA REPUBLIQUE

LE MINISTRE DE LA JUSTICE

Madame Domine BANYANKIMBONA

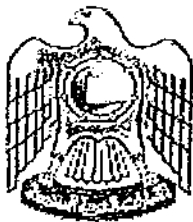
Agreement

Between



The Government of the Republic of Burundi

AND



United Arab Emirates

The Government of the United Arab Emirates

On

Economic and Technical Cooperation

The Government of the United Arab Emirates and the Government of the Republic of Burundi (hereinafter referred to as the "Contracting Parties");

Desiring to develop economic and technical cooperation between the two countries on the basis of equality, reciprocity and mutual benefit;

Convinced that this Agreement will lay the foundations for the development of the economic and technical cooperation between the two countries;

Have Agreed As Follows:

ARTICLE (1)

PURPOSE AND SCOPE OF THE AGREEMENT

1. The Contracting Parties shall endeavor to develop and strengthen economic and technical cooperation between the two countries, in accordance with their respective legislation in force.

2. The Cooperation between the Contracting Parties shall include, *inter alia*, the following areas:

- a) Trade in goods and services
- b) Investment
- c) Agriculture, including agro-processing activities, livestock, fisheries and acquisition or lease of agricultural lands
- d) Energy and Renewable energy
- e) Mining and Industry
- f) Infrastructure, Construction and Real Estate
- g) Tourism
- h) Telecommunication
- i) Transportation

3. The Contracting Parties may decide to co-operate in other areas that appear to be more advantageous, taking into account the priorities of the economic policy of the states of the Parties.

4. In order to implement the economic and technical cooperation under this Agreement, the Contracting Parties shall encourage relevant specialized entities and business communities to explore the possibilities of executing projects in various areas of economic and technical cooperation.

ARTICLE (2)

OBLIGATIONS OF THE CONTRACTING PARTIES

1. The Contracting Parties shall:

- a) Take all necessary measures for the development of economic and technical cooperation in both countries;
- b) Take all necessary measures to facilitate the exchange of information on the economic situation as well as on laws and regulations, economic programs, business activities and other information of mutual interest;
- c) Identify problems and obstacles which hinder bilateral economic cooperation and propose measures for addressing those problems and obstacles.

2. The Contracting Parties shall grant special facilities and incentives to investors in both countries as long as such actions are in accordance with their legislation in force and the international obligations and commitments of both countries.

3. The Contracting Parties shall:

- a) Encourage the participation of their business communities in international fairs and exhibitions held in both countries;
- b) Support and encourage the exchange of visits of business delegations.

4. The Contracting Parties shall, within the framework of their respective legislation in force, provide all possible facilities for the trans-shipment, re-export and temporary storage of commodities.

ARTICLE (3)

PAYMENTS

For the Method of payment and currency used for transactions concluded between natural and legal persons of the countries of the Contracting Parties within the framework of this Agreement, the Contracting Parties shall encourage the utilization of any international method of payment and freely convertible currencies that are widely used to make payments for international transactions and widely exchanged in principal international exchange markets and agreed upon between the Contracting Parties concerned.

ARTICLE (4)

ESTABLISHMENT OF THE JOINT ECONOMIC COMMITTEE

1. with a view to ensure the implementation of this Agreement, a Joint Economic Committee (hereafter referred to as the "Committee") consisting of representatives of Government and business community of both Contracting Parties shall be established. Each Contracting Party shall appoint a co-Chair of the Committee.
2. The Committee shall meet alternately in the two countries. The date, agenda and any relevant details of the sessions of the Committee shall be agreed by the Contracting Parties.

3. The Committee shall establish its own rules of working procedures.
4. The Committee shall consider, *inter alia*, the following:
 - a) Following up on the implementation of this Agreement;
 - b) Evaluating and making proposals aimed at the implementation of the provisions of this Agreement and specific agreements resulting therefrom;
 - c) Encouraging the cooperation in the fields provided for in this Agreement or any other field agreed upon by the Contracting Parties to expand and strengthen their cooperation;
 - d) Working out recommendations for the purposes of removing obstacles that may arise during the execution of any agreement or project that may be established in accordance with this Agreement;
 - e) Proposing conclusion of specific agreements to be based on this Agreement concerning the fields of cooperation referred above and other special projects that may be agreed upon between the Contracting parties, if deemed necessary; and
 - f) Establishing standing or ad hoc committees or working groups and assign a clear mandate to each of them, if deemed necessary.

ARTICLE (5)

REGIONAL AND INTERNATIONAL AGREEMENTS

1. This Agreement shall apply without prejudice to the rights and obligations arising from the international agreements of the Contracting Parties, as well as from their membership of the international organisations. This Agreement shall apply without prejudice to the obligations arising from the membership of the United Arab Emirates as the Member State of the Cooperation Council for the Arab States of the Gulf (GCC).

2. Nothing in this Agreement shall be construed as to oblige the Contracting Parties to extend to the other present or future benefit of any treatment, preference or privilege resulting from any existing or future international agreement to which any of the countries of the Contracting Parties is or may become a member.

ARTICLE (6)

DISPUTE SETTLEMENT

Any dispute arising out of the interpretation or the implementation of this Agreement shall be settled amicably through consultations within the Committee or, if those consultations fail to resolve the dispute, through diplomatic channels between the Contracting Parties.

ARTICLE (7)

AMENDMENTS

By mutual consent of the Contracting Parties, amendments may be made to this Agreement in written. Such amendments shall be made in the form of separate Protocols as integral part of this Agreement and shall enter into force in accordance with the provisions of Article 8 of this Agreement.

ARTICLE (8)

DURATION, RENEWAL AND TERMINATION

1. Each Contracting Party shall notify the other Contracting Party in written through the diplomatic channels the completion of the internal procedures required for the entry into force of this Agreement. The Agreement shall enter into force on the date of receipt of the last notification.

2. This Agreement shall be valid for a period of five (5) years and shall be automatically renewed for successive five (5) year periods, unless either

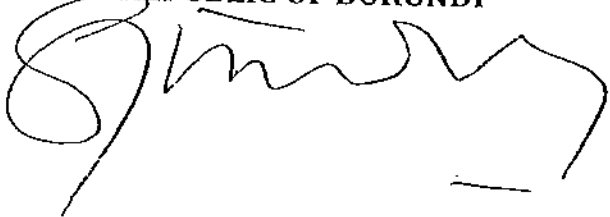
Contracting Party notifies the other in writing, through the diplomatic channels, of its intention to terminate this Agreement at least six (6) months prior to its expiry.

3. The termination of this Agreement shall not affect the validity or duration of any specific agreement, projects, commitment or activity made under the present Agreement until the completion of such specific agreements, projects, commitments or activities unless otherwise agreed upon by the Contracting Parties.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned being duly authorized thereto by their respective Governments have signed this Agreement.

Signed at Dubai in 10/11/2021 in two original copies, in the Arabic, French, and English languages, all texts being equally authentic. In case of divergence of interpretation, the English version shall prevail.

**FOR THE GOVERNMENT OF
THE REPUBLIC OF BURUNDI**



**FOR THE GOVERNMENT OF
THE UNITED ARAB EMIRATES**

